

4 Nouvel ordre commercial

Trump peut-il réussir son pari économique?

STRATÉGIE En sept mois à la Maison-Blanche, le président américain a imposé sa volonté en instaurant des tarifs douaniers au reste de la planète et en faisant baisser le dollar. Des succès à court terme qui auront un prix à payer sur le long terme

SÉBASTIEN RUCHE

Lors de la campagne électorale américaine, Donald Trump a été vu comme un apprenti sorcier aux idées farfelues, et encore davantage le 2 avril lorsqu'il a présenté les tarifs douaniers qu'il comptait infliger aux produits étrangers. Recettes d'un autre âge, pensait-on alors, génératrices d'inflation et peut-être même de récession, appliquées par un ex-homme d'affaires impulsif et erratique qui baissait les impôts des riches. S'il est resté imprévisible et adepte des volte-face, le président américain a néanmoins marqué des points.

«La perception de Donald Trump en tant que dirigeant de l'économie américaine est en train d'évoluer. Après avoir été très sceptiques, les marchés financiers et l'establishment ont revu à la hausse ses chances de réussite», analyse Mourtaza Asad-Syed, de la société de gestion NCM. Le républicain a même quelques réussites à son actif, détaille le financier genevois. La dévaluation du dollar, pour commencer, de plus de 10% face aux monnaies de pays développés, qui stimule l'économie américaine (les produits made in USA deviennent moins chers à l'étranger).

Reprendre la main

Également à son crédit, «Trump a repris la main sur l'économie, alors que depuis les années 1980 il était généralement estimé que seule la politique monétaire permet de gérer les cycles économiques. C'est maintenant à travers sa politique budgétaire que l'administration le fait, comme c'était le cas dans les années 1950 et 1960. Cela répond à une attente de la base de Trump, qui voulait quelqu'un qui prenne vraiment le pouvoir et agisse», poursuit Mourtaza Asad-Syed. Qui précise que «tout cela est payé par les pays étrangers».

L'arme budgétaire passe notamment par la loi fiscale «Big Beautiful Bill», signée le 4 juillet, qui prolonge des avantages fiscaux pour les ménages, supprime des crédits d'impôts pour les énergies renouvelables et les relève pour la fabrication de puces électroniques. «Non seulement cet argent public va faire tourner l'économie, mais l'opération est financée par les tarifs douaniers, qui ont rapporté



Des figurines représentant le président Trump dans une usine spécialisée dans les gadgets, dans la province chinoise du Zhejiang. (YIWU, 11 AVRIL 2025/ADEK BERRY/AFP)

28 milliards de revenus fiscaux en juillet, contre 8 milliards en mars, avant l'introduction de ces taxes», détaille notre interlocuteur. Ces rentrées fiscales devraient atteindre 300 milliards de dollars sur l'année, selon le secrétaire au Trésor, Scott Bessent.

Mais tout dépend de qui paie ce surcroît: les ménages, qui doivent acheter des produits étrangers plus chers; les distributeurs américains, en abaissant leurs marges, ou les entreprises étrangères, forcées à baisser leurs prix? Sûrement un peu des trois, relève encore Mourtaza Asad-Syed. Néanmoins, entre des taxes sur les produits consommés par la majorité de la population et des baisses d'impôts pour les classes aisées, on obtient une redistribution en faveur des riches. «Mais la grande loi fiscale comprend aussi le relèvement des allocations familiales et des déductions des pourboires, ce qui est favorable aux plus

modestes et soutient la croissance: Trump fait de la relance keynésienne!» précise-t-il.

Une relance qui arrive au moment où l'économie américaine tourne à son plein potentiel, alors que depuis la crise de 2008 l'administration mobilisait des ressources gigantesques seulement en période de difficulté, comme lors de la pandémie. Le risque avec l'approche de l'administration Trump est que les déficits et la dette publique se creusent – il est estimé que la Big Beautiful Bill augmente cette dernière de 3400 milliards de dollars sur 10 ans, avec la volonté désormais explicite qu'au moins la moitié soit financée par les partenaires commerciaux. «Cela évite une récession, mais cela revient à dépenser de l'argent lorsque ce n'est pas nécessaire; une récession viendra inévitablement dans les 5 ans», reconnaît notre interlocuteur.

On ressent un «soulagement» des observateurs par rapport aux craintes nées de l'annonce de tarifs douaniers le 2 avril, et Donald Trump «n'a certainement pas fait tout faux à court terme», enchaîne François Savary, de la société de gestion Genvil: «De son point de vue, avoir mis la pression sur le reste du monde s'est avéré payant puisque, à part la Chine, aucun pays n'a répliqué à ses tarifs douaniers; on n'a pas vu de guerre commerciale.»

Mais à long terme, les grands problèmes de l'économie américaine sont toujours là, poursuit l'économiste genevois: «L'évolution du déficit, la dette qui devra être refinancée à des taux plus élevés, la défiance envers le dollar, alimentée par les attaques du républicain contre la Réserve fédérale, ou encore le ralentissement économique à venir, lorsque les entreprises américaines répercuteront le coût des tarifs sur les prix des produits.»

Donald Trump a «surtout apporté de l'incertitude et des tarifs douaniers, l'économie américaine se dirige vers une moins bonne situation que durant ces dernières années, avec une croissance qui sera certainement inférieure à ce qu'elle a été; on peut difficilement parler de succès», estime Samy Chaar, chef économiste de Lombard Odier, qui prévoit un ralentissement lors des prochains semestres.

«Les craintes d'un choc monumental ont peut-être été exagérées lorsque Donald Trump a présenté sa stratégie tarifaire, mais il a instauré un jeu perdant-perdant. Tous les acteurs économiques vont perdre et se retrouver dans une moins bonne situation qu'en 2024 ou dans ce qu'aurait été un 2025 sans tarifs», analyse encore Samy Chaar. Selon lui, certains perdront davantage (Chine, consommateur américain à bas revenus) et d'autres moins

(Royaume-Uni, Etats-Unis et consommateurs américains les plus fortunés).

Autre objectif central du président américain: ramener des emplois aux Etats-Unis, en réindustrialisant le pays, notamment via des implantations d'entreprises étrangères. Trump annonce fréquemment de tels investissements, dont la Maison-Blanche tient une liste représentant des milliers de milliards.

Les grands problèmes de l'économie américaine sont toujours là

«Mais on observe aussi que beaucoup d'entreprises américaines ont moins l'intention d'investir aux Etats-Unis, en raison de l'incertitude ambiante et de l'augmentation des coûts intermédiaires», reprend Samy Chaar, de Lombard Odier. Les prix à la production ont en effet augmenté plus que prévu en juillet, de +0,9% par rapport au mois précédent, alors que les observateurs s'attendaient à +0,2%, selon des statistiques dévoilées le 14 août.

«Je doute que Trump tienne sa promesse de créer des emplois relativement bien payés, ou en tout cas aux niveaux de ceux détruits il y a 10 ans; des emplois se créent car l'économie est florissante, mais le risque de déclassement est réel», reprend Mourtaza Asad-Syed, de NCM. Pourquoi? Car, malgré les annonces d'investissements en centaines de milliards aux Etats-Unis, pas sûr que les entreprises étrangères s'implanteront en masse outre-Atlantique.

«Du point de vue d'un patron d'entreprise, les Etats-Unis sont passés d'une superpuissance bienveillante à un souverain tyranique. S'installer là-bas, c'est prendre le risque d'être vendu de force à un acheteur américain, on l'a vu avec le réseau social chinois TikTok, comme une forme d'expropriation ou de nationalisation», conclut le financier genevois.

De manière générale, Trump a «ouvert une boîte de Pandore en préférant la confrontation à la coopération, mais sur le long terme cela risque de se retourner contre lui», conclut François Savary. ■

Etats-Unis: 1 - OMC: 165

ÉCHANGES Donald Trump défie les règles internationales du commerce, dont l'arbitre est à Genève. La survie du système repose sur la volonté de tous les autres membres de l'Organisation mondiale du commerce de s'en tenir ou non à l'ordre existant. Pour l'heure, ils font bloc

FRÉDÉRIC KOLLER

Si l'Organisation mondiale du commerce (OMC) tourne au ralenti ces jours-ci, c'est en raison des vacances. Dès le mois de septembre, le gardien genevois de l'ordre commercial mondial reprendra ses allures de ruche où s'enchâînent les réunions informelles, les séances, les comités et les conseils sous la supervision d'un secrétariat qui compte 630 fonctionnaires. En attendant, les litiges continuent d'affluer. Le dernier en date? Le Brésil a engagé une procédure contre les Etats-Unis en réponse aux taxes douanières de 50% qui frappent ses exportations. Cette semaine, les Etats-Unis ont répondu favorablement à cette demande de «consultation», comme si rien n'avait changé.

En réalité, Washington n'a aucune intention d'entrer en matière, ayant déjà fait savoir que ses taxes visant le Brésil relevaient de la «sécurité nationale». Traduction: ces mesures protectionnistes, contraires au bon fonctionnement des règles internationales, sont motivées idéologiquement. Le recours à l'argument de la «sécurité nationale» n'est pas contraire aux accords de l'OMC, mais il était entendu jusqu'ici que les Etats n'y recourraient pas, sans quoi ce serait la paralysie du système. Paralyser le système, c'est bien l'intention des Etats-Unis, du moins quand leurs intérêts sont en jeu. Cette attitude de Washington n'est à vrai dire pas nouvelle. Ce qui change toutefois avec Donald Trump, c'est le risque d'une multiplication de conflits commerciaux. Ses taxes douanières créent en effet de nouvelles distorsions de concurrence entre les Etats en fonction de taux d'imposition arbitrairement imposés.

Faut-il encore un arbitre?

Face à l'unilatéralisme de Donald Trump, ou plus exactement au bilatéralisme privilégiant le rapport de force (ce qu'il appelle «l'approche transaction-

nelle»), l'OMC incarne la stabilité du multilatéralisme. Sur ses 166 membres, qui représentent 98% du commerce mondial de marchandises, un seul, son fondateur, veut détruire l'édifice construit au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale. «Les règles continuent de fonctionner pour les 165 autres Etats, explique Dmitry Grozoubinsky, le directeur exécutif de la Geneva Trade Platform à l'Institut de hautes études internationales et du développement de Genève (Graduate Institute). Elles sont le garant d'un monde plus prévisible et plus efficace.» Mais personne ne peut ignorer les Etats-Unis, qui représentent 13% du total mondial des importations.

Dmitry Grozoubinsky compare la situation à un match de football. «Lorsque l'arbitre sort son carton rouge, son autorité repose sur l'adhésion des 22 joueurs aux règles du jeu. Si l'un des joueurs décide qu'il a un plus grand couteau et qu'il ignore l'arbitre, est-ce que la partie peut encore se poursuivre?» L'ordre commercial mondial dépend donc de la capacité des 165 Etats plus ou moins frappés par les taxes américaines de continuer à s'en remettre à l'arbitre genevois pour

résoudre leurs différends plutôt que d'entrer à leur tour dans la logique des «grands couteaux».

Genève reste dynamique

L'impact des droits de douane américains est déjà patent. Alors que l'OMC prévoyait une croissance du commerce mondial de 2,7% en 2025, celle-ci a été révisée à 0,9% après leur introduction. Sa directrice générale, Ngozi Okonjo-Iweala, n'a pas caché son inquiétude sur l'effet délétröe des «tarifs» de Donald Trump. Elle n'y voit pas pour autant une menace pour la survie du système. De fait, l'activité de l'OMC, loin de ralentir, reste très dynamique si l'on en juge au nombre de sollicitations pour régler les différends. Celui-ci reste stable (52 nouveaux cas cette année), preuve d'une certaine confiance dans ses mécanismes de résolution des conflits. L'Union européenne et la Chine continuent ainsi de privilégier cette voie, comme le démontre une récente décision (en faveur de Bruxelles) sur une question de propriété intellectuelle. Et si l'organe d'appel de l'OMC est inopérant depuis 2019 en raison du non-renouvellement de ses juges

par Washington, des procédures d'appel provisoire mises en place par des groupes de pays permettent de surmonter l'obstacle au cas par cas.

L'attitude même des Etats-Unis est en réalité ambiguë. «D'un côté Donald Trump crée le chaos, de l'autre il continue de nommer des personnes tout à fait qualifiées, y compris à Genève, pour négocier», poursuit Dmitry Grozoubinsky. Cela signifie qu'il se repose sur des gens sérieux aussi longtemps qu'ils ne contredisent pas sa vision générale, qui se focalise sur le déficit commercial et sa volonté de ramener des investissements qui se chiffrent par milliards de dollars aux Etats-Unis.»

Dans le même temps, le protectionnisme de la Maison-Blanche stimule les initiatives pour de nouveaux accords commerciaux ou traités de libre-échange, comme on peut l'observer par exemple en Asie, entre la Chine, le Japon et la Corée du Sud, ou entre l'UE et d'autres blocs économiques. «Les gouvernements et les milieux économiques détestent l'imprévisibilité, ajoute le professeur. Ils préfèrent de loin le retour au monde ennuieux de l'OMC.» ■